

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT DE LOIR ET CHER

COMMUNE DE ROUGEOU

Date de convoc : 26/11/2019

Afferents au Conseil Municipal : 10

En exercice : 10

Qui ont pris part de la délibération : 9

L'an deux mil dix-neuf et le mercredi 4 décembre à 19h00 , le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de MME JOULAN Bénédite, Maire.

PRESENTS : Mme JOULAN Maire , Mme JULIEN, Mr POIDRAS Adjoints
Mrs Mmes Ducournau, Gouget, Rouet, Métivier , Fouchet, Julien/Lefbvre
Conseillers.

ABSENT EXCUSE : M. DURAND

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme JULIEN Annick

Objet **PLUI- ABROGATION DE LA CARTE COMMUNALE**

En 2015, les Communautés de Communes du Cher à la Loire et du Val de Cher-Controis ont prescrit l'élaboration de leur Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le Conseil Communautaire a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire lors de la séance communautaire du 22 février 2019 et le 28 février celui de l'ex-Val de Cher-Controis.

Il convient donc désormais au Conseil de délibérer sur l'abrogation des cartes communales comprises dans ces périmètres. Les cartes communales abrogées sont celles des Communes de Chateaufieux, Choussy, Couddes, Feings, Gy-en-Sologne, Lassay-sur-Croisnes, Mareuil-sur-Cher, Mehers, Oisly, Pouillé, Rougeou, Sassay, Saint-Julien-de-Chédon, Saint-Romain-sur-Cher et Vallières-les-Grandes.

L'abrogation des cartes communales fera l'objet d'une enquête publique unique avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis.

- Vu la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain n°2000-1208 du 13 décembre 2000,
- Vu la Loi Urbanisme et Habitat n°2003-599 du 2 juillet 2003,
- Vu la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010,
- Vu la Loi pour l'Accès au Logement et un urbanisme rénové n°2014-366 du 24 mars 2014,
- Vu le Code de l'Urbanisme notamment les articles L153-19, L163-5 et R153-8,
- Vu la délibération de la Commune de Rougeou du 2 juin 2004 approuvant la carte communale,
- Vu la délibération du Conseil communautaire du Cher à la Loire, alors compétent, en date du 9 février 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Vu la délibération du Conseil communautaire du Val de Cher-Controis, alors compétent, en date du 30 novembre 2015, prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher-Controis et ayant fixé les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Vu l'Arrêté préfectoral n°41-2016-12-19-004 du 19 décembre 2016 portant fusion des Communautés de communes Val de Cher-Controis et Cher à la Loire en application de la Loi NOTRe,
- Vu la délibération du Conseil communautaire du 26 juin 2017 approuvant les statuts communautaires applicables au 1er janvier 2018,
- Vu le débat qui a eu lieu le 5 mai 2017 au sein du Conseil Communautaire sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),

- Vu la délibération n°16017-6 du 16 octobre 2017 de la Communauté de Communes validant la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme pour tendre vers un urbanisme de projet,
 - Vu la délibération du Conseil Communautaire n°25F19-6 du 25 février 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Cher à la Loire,
 - Vu la délibération du Conseil Communautaire n°28O19-16 du 28 octobre 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher Controis,
- Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
- **Décide** de lancer la procédure d'abrogation de la carte communale
 - **Dit** que l'Abrogation des cartes communales du territoire de la Communauté de Communes Val de Cher-Controis fera l'objet d'une enquête publique unique.
 - **Rappelle** que l'abrogation des cartes communales sera effective lorsque les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux seront opposables.

(9 voix pour)

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessous.

Fait à ROUGEOU,
Le ...20/12/19

0 / Le Maire *Julie*



Visa de la préfecture : 06/01/20

Délibération rendue exécutoire par publication à compter du 16/01/20

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication

